



HAL
open science

CLAMOR. Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice

Marc Renneville

► **To cite this version:**

Marc Renneville. CLAMOR. Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice.
[0] CLAMOR. UMS 3726. 2018, <https://clamor.criminocorpus.org/activites/rapports-dactivite/halshs-01681987>

HAL Id: halshs-01681987

<https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/halshs-01681987v1>

Submitted on 11 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ouvert en 2015, le **Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice** est une unité mixte de service créée par le CNRS et le ministère de la Justice en partenariat avec les Archives nationales de France.

Premier centre d'humanités numériques dédié à l'histoire de la justice, le CLAMOR rassemble des spécialistes de l'histoire de la justice et de l'édition numérique. Il développe une politique de services numériques innovants visant à faciliter et à promouvoir l'histoire de la justice dans une perspective pluridisciplinaire.

Rapport d'activité 2017



I - Projets réalisés ou engagés durant l'année 2017	3
1. Le musée numérique d'histoire de la justice.....	4
2. Patrimoine judiciaire et pénitentiaire de la France.....	5
3. Complaintes criminelles en France (1870-1940).....	8
4. Projet pédagogique « Au Tribunal ».....	8
5. Parole d'expert de l'identité judiciaire. L'empreinte de Bertillon.....	10
6. Transportation, relégation et déportation.....	12
II – Valorisation de projets	13
1. Séminaires.....	14
2. Première édition des Journées du CLAMOR « Humanités numériques et histoire de la justice » (19 octobre 2017, Paris, Forum numérique de la FMSH).....	14
3. Autres manifestations.....	15
4. Convention et partenariats.....	17
5. Fréquentation de la plateforme.....	17
III – Prospective pour 2018	18
A - Actions à suivre.....	19
B - Projets susceptibles d'être engagés en 2018.....	20
IV - ANNEXE - Liste des publications 2017	21
1. REVUE.....	23
1.1. Dossiers	23
1.2. Actes de colloques	24
1.3. Comptes rendus	26
2. MUSÉE.....	28
2.1. Visites multimédias	28
2.2. Expositions	28
2.3. Collections	30
2.4. Repères	32

Depuis sa création en 2015, le CLAMOR développe ses missions de service en réalisant la mise en ligne de documents, d'articles et de productions originales relatives à l'histoire de la justice. Ces publications font l'objet d'une prise en charge adaptée à la nature des projets suivis.

Plusieurs événements ont marqué l'année 2017. Le bureau du CLAMOR a changé de localisation pour rejoindre la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) au 54 boulevard Raspail (mars-avril). Nous avons également fait évoluer notre infrastructure numérique en consolidant la sécurisation du site du laboratoire et en amorçant une distinction entre notre espace de travail collaboratif à valeur de stockage intermédiaire (Sharedocs) et un nouvel espace d'archivage numérique (ActiveCircle) destiné aux données dont le processus d'édition est achevé. Ces deux outils s'appuient sur des services de la TGIR Huma-Num.

Nos deux principaux projets éditoriaux de l'année ont été menés dans les conditions prévues, ce qui a occasionné l'ouverture de deux nouvelles machines virtuelles correspondant à deux nouveaux sous-domaines dans le musée numérique d'histoire de la justice (hugo.criminocorpus.org et complaintes.criminocorpus.org).

Accueilli en délégation depuis septembre, notre collègue Pierre Prétou, a engagé une édition numérique de lettres de grâce ainsi qu'une recherche sur le crime de piraterie à l'époque médiévale. Nous avons également bénéficié en 2017 de la participation très active et efficace des membres correspondants du CLAMOR, tant pour l'alimentation de notre blog d'actualité (Philippe Poisson) que pour le site musée. Plusieurs corpus multimédia ont notamment été publiés à des fins documentaires, de préservation patrimoniale ou de travaux d'indexation avec des étudiants, dans le cadre de projets menés par Pascal Bastien, Hélène Bellanger, Claire Dumas, Gisèle Fiche, Pierre Piazza et Hervé Colombani. Nous avons publié 6 nouvelles expositions, une nouvelle version de l'exposition sur le camp de Saint-Jean-du-Maroni et quatre nouveaux chapitres de l'exposition consacrée aux graffitis des lieux de détentions. La plupart de ces publications ont été menées en partenariat documentaire avec les Archives nationales.

Sur le plan de la valorisation, nous avons notamment réalisé notre première séance de séminaire ouvert sur le thème des expositions du site musée et nous avons organisé à la bibliothèque de recherche de la FMSH en octobre notre première journée d'études sur le thème des humanités numériques et l'histoire de la justice.

Le CLAMOR a développé les différents projets approuvés lors du dernier comité d'orientation et de suivi qui s'est tenu en janvier 2017, avec des résultats que nous développons dans ce rapport. L'organisation générale du site Musée n'a pas été modifiée mais nous avons réalisé des ajustements dans les rubriques « visites » et « collections » (renommée en « bibliothèque ») qui devraient se poursuivre dans le cadre d'une analyse d'ergonomie cognitive initiée en 2017.

Pour 2018, nous avons établi un programme prévisionnel qui sera soumis à discussion lors du comité d'orientation et de suivi de janvier 2018. La liste proposée distingue les actions à mener (souvent en cours) et les projets susceptibles d'être engagés, voire réalisés, dans le courant de l'année.

On trouvera en annexe un récapitulatif de toutes les publications réalisées sur le site musée et la revue en ligne.

Marc RENNEVILLE
Directeur du CLAMOR
marc.renneville@cns.fr

I - Projets réalisés ou engagés durant l'année 2017

Lors de la dernière réunion du COS de janvier 2017, la direction du CLAMOR avait défini les objectifs prioritaires à moyen terme pour l'équipe. Nous indiquons ici l'état d'avancement de ces dossiers.

1. Le musée numérique d'histoire de la justice



Lancé en septembre 2016, notre site musée doit être mis à l'épreuve du temps et de sa fréquentation. Nous n'avons donc pas réalisé de grandes modifications de sa structuration initiale mais nous avons engagé depuis le début de l'année 2017 une réflexion sur la perception du musée et de son organisation à travers une analyse du comportement des publics qui le fréquentent. Souhaitée depuis l'origine du projet de la plateforme Criminocorpus, cette analyse des comportements et des attentes du public ne pouvait être menée par le seul recours à nos compteurs de visite, c'est pourquoi nous l'avions si longtemps différée. Le CLAMOR n'ayant pas les compétences internes pour mener une telle étude, nous bénéficions ici d'une recherche doctorale en cours, menée par Emmanuelle Papinot, sous la direction d'André Tricot et de Mônica Gonçalves Macedo-Rouet (Université de Toulouse 2). Cette recherche en ergonomie cognitive (« Mise à disposition des collections complexes numériques centrée sur les usages : publication et consultation dans les projets audiovisuels scientifiques de la FMSH ») a pris notre site musée pour terrain d'étude depuis le début de l'année 2017, en explorant plus particulièrement l'usage des vidéos, la distribution de nos collections et l'organisation du module « Au Tribunal ». Les premiers résultats de ce travail nous ont permis d'opérer quelques ajustements. Le plus important porte sur l'organisation et la présentation de nos collections de documents. L'ouverture en septembre 2016 du nouveau site « Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines » avait été l'occasion d'une réorganisation des contenus de l'ancien site portail Criminocorpus. Si les expositions avaient conservé leur nom, nous avons supprimé l'expression de « bibliothèque numérique » au profit du mot « collections », qui nous semblait plus adapté à la logique d'un musée. Un an plus tard, nous avons fait le constat d'une mauvaise acclimatation de cette dénomination. Le nombre croissant de collections, la difficulté d'identification par les visiteurs des contenus des collections portant le nom des collectionneurs nous a incités à repenser l'organisation de la rubrique, son nommage et l'agencement des contenus.

La rubrique « collections » est donc revenue en septembre 2017 à son ancienne dénomination de « bibliothèque », plus explicite. La bibliothèque reste organisée en « collections » mais celles-ci sont désormais regroupées (comme les expositions) en grandes catégories : « faits divers », « police », « criminologie », « tribunaux », « prisons », « bagnes »... En outre, chaque collection peut désormais contenir des sous-thèmes permettant de constituer des ensembles de documents. Cette nouvelle fonctionnalité suppose un long travail de reprise de l'indexation, qui sera réalisé à partir d'avril 2018 par la personne recrutée sur le poste de responsable de la bibliothèque numérique. Cette nouvelle présentation en thématiques sera ainsi peu à peu visible sur les collections contenant de nombreux

documents. Enfin, dans le but d'optimiser l'affichage sur mobile et écran 16/9e, les vidéos sont désormais présentées – selon l'écran – sur une double colonne ou une colonne simple affichant d'abord le lecteur vidéo.

La seconde modification visible a porté sur la présentation des visites. Implémentée dans le cadre du projet pédagogique « Au Tribunal », elle est décrite dans la rubrique correspondante.

2. Patrimoine judiciaire et pénitentiaire de la France

Depuis sa création, le CLAMOR est engagé dans un vaste programme d'inventaire et d'étude sur le Patrimoine judiciaire et pénitentiaire de la France à travers sa coopération au projet « PCN. Patrimoine carcéral normand » (partenariat Université de Rouen) et le pilotage du projet HUGO. Patrimoine des lieux de justice en France (2016-2018).



Dans le cadre de l'appel à projets lancé par la Mission de recherche Droit et justice, en avril 2016, sur « Droit, justice et numérique », le CLAMOR a obtenu un financement de 24 mois pour la réalisation d'un outil numérique inédit d'inventaire des lieux de justice au service du patrimoine judiciaire.

Fédérateur de sources et d'informations, cet outil vise à présenter un tableau patrimonial inédit du parc judiciaire et pénitentiaire français actif, quel que soit le type d'édifice (ancien ou contemporain), de saisir les spécificités de chaque lieu mais aussi d'actualiser notre connaissance du parc actif. La réalisation du programme HUGO marquera ainsi le passage à l'échelle du projet PCN. Sur le plan thématique d'abord, puisqu'il privilégie dans sa première phase l'étude des palais de justice en activité, à l'échelle géographique ensuite, puisqu'il s'agit d'élargir le recueil de données au territoire national.

Dans une première phase (novembre 2016 à mars 2017), l'équipe a travaillé à la finalisation d'une version opérationnelle de l'outil numérique ainsi qu'à un premier recueil de données sur les juridictions des Hauts-de-France.

Une première réunion en novembre 2016 avec les Archives nationales a été l'occasion de présenter une première version de l'interface de consultation et de saisie. Cette réunion a permis de réfléchir à l'élaboration du formulaire public de saisie contributive ainsi qu'à la recherche détaillée. Le recrutement de Caroline Soppelsa comme ingénieure de recherche pour 18 mois à mi-temps (janvier 2017 – avril 2018) a permis d'affiner notre appréhension du statut

patrimonial des lieux de justice. Nous sommes entrés à partir de janvier 2017 dans une phase active de tests et d'ajustements des interfaces de saisie et de visualisation des données. Notre souci d'assurer et de garantir le développement harmonieux et cohérent de la base nous a amené à constituer plusieurs listes d'autorités, d'établir des règles de nommage des établissements qui puissent tenir compte de l'éclatement des juridictions sur plusieurs sites et, pour les phases ultérieures d'intégration, des sites disparus ou simplement désaffectés et éventuellement reconvertis, des localisations successives dans le temps d'une même juridiction. La composition pluridisciplinaire de l'équipe (historiens, historienne de l'architecture, juriste et historienne du droit) a été un atout indéniable pour réaliser tous ces arbitrages préliminaires.

Même si notre priorité de 2017-2018 était l'intégration des lieux de justice avant les lieux de peine, il était nécessaire pour cette phase de réfléchir à l'outil HUGO dans toutes ses dimensions, d'anticiper un maximum de cas possibles pour ne pas avoir à opérer de rectificatifs ultérieurement, alors que nous serions déjà dans la phase de saisie des données car il s'agit là de modifications toujours délicates (et souvent coûteuses), susceptibles même de remettre en cause l'intégrité du corpus. Cette première phase a permis la rédaction d'un guide de saisie à destination des contributeurs qui s'enrichira et se précisera encore au fil du temps.

À partir de février 2017, date de la bascule du site de développement de l'instrument de recherche vers le site de production, accessible *via* un sous-nom de domaine dédié (<https://hugo.criminocorpus.org>) et des pages dédiées au sein de la rubrique « Repères » du site musée, l'équipe est entrée dans la phase de la saisie collaborative des premières fiches d'établissement.

Concernant les lieux de jugements, deux logiques complémentaires ont été adoptées, conduites parallèlement par les deux ingénieures en charge de l'alimentation de HUGO :

- une logique géographique menée par Hélène Duffuler-Vialle avec notre principal laboratoire partenaire, le centre d'Histoire judiciaire de Lille (UMR 8025). Chaque bâtiment a fait l'objet d'une recherche sur l'historique du bâtiment et sa fonction actuelle, voire sur ses différentes fonctions juridictionnelles à travers le temps. À chaque fois que ces recherches ont livré des noms de personnes ayant un lien, soit avec l'histoire patrimoniale des juridictions, soit avec le fonctionnement des juridictions, une rapide biographie a été établie. Plusieurs visites aux archives départementales du Nord ont permis de relever des fonds en rapport avec ces juridictions. Enfin, des photographies des juridictions ont été prises afin d'alimenter la base HUGO et des recherches sur place ont permis de mieux comprendre l'implantation des différentes juridictions sur un territoire. Ce travail a été réalisé par Hélène Duffuler-Vialle seule et, pour la campagne photographique, l'appui de Romain Gosse, (photographe et juriste en droit public). Il s'agissait d'initier l'intégration progressive de toutes les juridictions actives des Hauts-de-France, de manière à rentrer dans la logique et les subtilités – parfois inattendues – des réalités immobilières locales : dissociation du siège du greffe et du lieu des audiences, déploiement sur plusieurs sites de certaines juridictions, logement d'un service d'une juridiction dans le bâtiment d'une autre... Autant de données de terrain qui permettent de toucher du doigt la situation immobilière actuelle de la Justice en France ;

- une logique chronologique, visant à intégrer en priorité les plus récentes opérations d'ampleur conduites sous l'égide de l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (nouveaux établissements et rénovations-extensions), en commençant par celles ayant donné lieu à la publication de plaquettes de présentation, lesquelles nous donnaient l'assurance de trouver les informations essentielles dont nous avons besoin pour alimenter les fiches créées (calendrier des projets, maîtres d'œuvre...). Cette approche chronologique est conduite par Caroline Soppelsa.

Parallèlement à ce travail sur les lieux de justice, HUGO a également été enrichi par la création de fiches d'établissements pénitentiaires actifs, désaffectés ou disparus. Ces fiches ont été réalisées par tous les membres de l'équipe, à partir de la compilation de données mises à disposition du projet (fichier ancien établi par Catherine Prade et déposé à l'ENAP, articles de Jean-Claude Vimont, etc.) ou par le récolement de nouvelles informations (centre de documentation patrimoniale à la DRAC de Rouen, Archives départementales de Seine-Maritime, du Calvados, de l'Eure...). À la différence des lieux de jugement dont nous avons fait notre priorité pour cette recherche, la saisie des lieux d'exécution des peines a été délibérément ouverte aux établissements fermés ou disparus, ceci afin de tester l'adaptation de notre outil à des configurations non contemporaines. L'exercice s'est jusqu'ici limité à des lieux actifs après 1789, il faudra donc éprouver et nécessairement adapter notre grille de saisie pour les périodes plus anciennes.

Enfin, dans une troisième phase, HUGO a été ouvert en mai 2017 à la participation de tous. Nous comptabilisons pour l'heure une dizaine de contributions spontanées. Les éléments transmis ont été le plus souvent assez succincts et ont nécessité, malgré la mise à disposition d'un guide de saisie, une reprise pour les « re-calibrer » au format des champs de la base et compléter les données essentielles de la carte d'identité de l'établissement. Ces premiers retours confirment la nécessité d'opérer un « filtre » dans l'enrichissement de la base de données, à savoir que les contributions extérieures ne sont pas publiées directement mais vérifiées et complétées par les membres de l'équipe puis, seulement après cette opération, mises en ligne.

En plus de ces contributions spontanées, nous cherchons à susciter l'intérêt des chercheurs ayant déjà eu à traiter de tel ou tel palais de justice ou prison afin de les amener à contribuer à HUGO. Cette démarche a trouvé une première concrétisation – notices en cours de finalisation – pour le patrimoine judiciaire et pénitentiaire de l'Indre entre le début du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle : le projet HUGO s'enrichit grâce aux recherches en cours d'Olivier Prisset, doctorant en histoire de l'art contemporain, dont la thèse porte sur l'œuvre d'Alfred et Henry Dauvergne qui, comme architectes départementaux, ont eu, en leur temps, la responsabilité des projets et réalisations de palais de justice et prisons dans ce département. De la même manière, les activités poursuivies par Caroline Soppelsa dans le cadre de son second mi-temps permettent actuellement d'alimenter le portail – notices en cours de finalisation – pour ce qui a trait au patrimoine judiciaire et pénitentiaire de Guadeloupe.

3. Plaintes criminelles en France (1870-1940)

Cette réalisation numérique constitue le prolongement d'une recherche à la fois historique et musicologique qui avait pour objectif d'étudier les conditions de la disparition des « plaintes criminelles », ces éléments de l'histoire culturelle de nos territoires, à la croisée de l'écrit et de l'oral, textes chantés contant dans un but informatif et/ou édifiant les détails d'un authentique fait divers criminel. Tout autant que la « fin d'un genre », cette recherche souhaitait étudier la mutation de ce media populaire vers ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la « chanson réaliste ».



Réalisé par Jean-François « Maxou » Heintzen, ce travail a donné lieu à la constitution d'une importante base de données confiée au CLAMOR pour être valorisée dans le musée d'histoire de la justice. Cette base de référence recense, lors de sa mise en ligne en octobre 2017, 823 plaintes liées à 426 faits divers géolocalisés. Le corpus est constitué de plaintes et chansons en langue française traitant de faits divers criminels avérés, commis sur le territoire français, de 1869 (Affaire Troppmann, ou « Le crime de Pantin ») à la Seconde Guerre mondiale. Les limites chronologiques ont été choisies à la fois avec un repère événementiel – la médiatisation de l'affaire Troppmann marque l'irruption du fait divers dans la presse régionale – et une borne couramment admise pour la disparition des circuits de distribution des

plaintes – la fin du colportage. On ne s'intéresse ici qu'à des crimes, au sens pénal du terme, donc passibles de la cour d'assises ou relevant de la justice militaire, que le procès ait eu lieu ou non. Des méfaits assimilables à de telles actions (enlèvement simulé, par exemple) ont également été pris en compte. La production doit pouvoir être qualifiée de « chanson d'actualité », i.e. être contemporaine de l'évènement chansonné : soit lors de la révélation du crime, soit lors de l'arrestation ou identification du criminel, soit lors du procès, voire de l'exécution.

Les faits divers ayant été rapportés à des communes géolocalisées via leur code INSEE, on accède à la base en zoomant sur une carte de France. À terme, toutes les paroles seront disponibles, ainsi que les mélodies des timbres connus. Il reste encore des questions de droits à régler (avec la BnF, la SACEM...). Cette base est collaborative et ouverte à des contributions qui sont vérifiées avant mise en ligne.

4. Projet pédagogique « Au Tribunal »

« Au tribunal » a été lancé en 2015 par Sciences Po (Hélène Bellanger) dans le cadre d'un appel à projet pédagogique numérique innovant, financé par l'USPC. L'objectif est d'enseigner le fonctionnement de la justice pénale dans une démarche de coproduction de ressources multimédia avec les étudiants.

Une partie de ces contenus a vocation à être éditorialisée pour être ensuite mise à disposition à travers les quatre rubriques du module : visite du Palais de justice de Paris, Cour d'assises, Grands procès et Droit pénal. Ce projet mobilise des enseignants, le service audiovisuel et le personnel de la bibliothèque de Sciences Po ainsi que l'ensemble de l'équipe du CLAMOR. Il implique plus de 150 étudiants de licence et masters de Sciences Po. Le module a pris initialement la forme d'une « visite » invitant à « entrer au tribunal » pour découvrir l'histoire du palais de Justice de Paris, sa fonction symbolique et politique, ses « grands procès » mais aussi le rôle des différents acteurs dans la procédure pénale ou le déroulement d'un procès d'assises.



Ce module présente trois spécificités au sein du site Musée :

- il s'agit du seul contenu qui soit réalisé pour et par des étudiants.
- il s'agit d'un projet expérimental, ce qui justifie qu'il soit publié sans être finalisé, tant sur le plan de la description des données que de leur visualisation
- "Au Tribunal" constitue à la fois un espace et un outil pédagogique. Visible en ligne depuis 2016, ce module a été enrichi en 2017 par de nouvelles mises en ligne dont certaines ont nécessité de nouveaux développements informatiques pour accompagner au plus près les besoins de l'organisation des parcours thématiques envisagés.

Le modèle de page spécifiquement conçu pour ce projet devait en effet permettre d'afficher ou de donner accès en ligne à des vidéos aussi bien que des textes, des documents, des chronologies etc., sous forme de dalles imagées. Relativement complexe à mettre en œuvre, la publication des premières pages a révélé les limites du modèle imaginé tout en relevant les exigences de la phase de préparation des données. Les premières pages en ligne proposaient principalement des images fixes cliquables en liens directs avec des vidéos (extraits d'entretiens). Cette composition ne permettait pas à l'utilisateur de connaître la nature du document qu'il pouvait consulter (image ? texte ? vidéo ?). La description des dalles n'était pas assez explicite. En effet, les vignettes ayant été réalisées à titre provisoire, une page pouvait afficher plusieurs dalles avec la même vignette, le même nom d'auteur et le même thème. L'utilisateur pouvait ainsi penser que ces dalles présentaient des contenus redondants. Le modèle de page a donc été repris durant l'été 2017 par l'ajout de pictogrammes permettant de repérer le type de contenu lié à la dalle : nouvelle page de contenu, vidéos, presse ou images.

Nous avons également amélioré le processus de publication en reprenant l'option non retenue initialement d'un dépôt systématique de toutes les vidéos dans les collections de la bibliothèque. Cette étape préalable permet ainsi d'associer une notice descriptive à toutes les vidéos présentes dans le module. La reprise des pages du module et le transfert des vidéos dans les collections a débuté en octobre 2017. Sciences Po devrait poursuivre le montage et la description des entretiens en 2018 et 2019. Pour le CLAMOR, la priorité 2018 sera le dépôt de la totalité des masters vidéo (entretiens complets) sur Sharedocs puis ActiveCircle à des fins de conservation et d'archivage. La publication

des extraits sera réalisée au rythme de leur transmission par Sciences Po (extrait accompagné de sa notice descriptive).

Afin de mieux valoriser le projet et ses spécificités (interface expérimentale, finalité pédagogique), nous préconisons d'inscrire ce module dans un nouvel espace, ce qui permettra d'y accueillir d'autres projets de même nature. S'agissant d'un outil au service de l'enseignement, nous voyons trois possibilités dans l'hypothèse d'un maintien du projet au sein du musée :

1. Maintien du projet dans la section « visites » avec une signalétique permettant de mentionner sa conception dans un cadre pédagogique.
2. Transfert dans la section « outils » avec ouverture d'une dalle « Campus »
3. Création d'une dalle « Campus » en page d'accueil avec accès direct « hors menu » du module « Au Tribunal »

Cette question sera discutée lors du COS annuel du CLAMOR.

5. Parole d'expert de l'identité judiciaire. L'empreinte de Bertillon



Après la visite « En prison », et le projet expérimental « Au tribunal », le musée devrait être en capacité d'inviter prochainement son public à se rendre « chez les experts » de l'identité judiciaire.

En novembre 2017, Criminocorpus a mis en ligne un documentaire numérique « Paroles d'experts de l'identité judiciaire. L'empreinte d'Alphonse Bertillon », constitué de neuf entretiens réalisés entre janvier et mars 2017 au service de l'identité judiciaire de la préfecture de Police de Paris par Pierre Piazza et Hervé Colombani. Cette immersion dans l'univers du service parisien de l'Identité Judiciaire qui –

depuis sa création en 1893 par Alphonse Bertillon – était installé dans la capitale au 3 quai de l'horloge, nous offre des témoignages de professionnels sur différents aspects du fonctionnement de ce service. Ces entretiens mettent en lumière ce que doivent aujourd'hui encore les savoirs et pratiques identificatoires de ce service (signalisation, dactyloscopie, scènes de crime, etc.) à Alphonse Bertillon qui créa en 1893 le premier Service de l'Identité Judiciaire et participa activement à l'institutionnalisation de la police scientifique et technique à travers le monde.

C'est donc à une visite détaillée des lieux, des savoirs et savoir-faire, des instruments et des logiques du service parisien de l'Identité judiciaire à laquelle chacun se trouve convié. L'objectif est de permettre de mieux comprendre la richesse des enjeux auxquels renvoient la rationalisation des dispositifs d'identification et de fichage des personnes, le processus de mobilisation de la technique et de la science au service de l'action policière, l'élaboration, la diffusion et la consolidation d'un corpus de connaissances inédites en vue de lutter efficacement contre les délinquants et criminels, le développement de la logique indiciare à des fins de preuve, etc.



Film 1 - Xavier ESPINASSE, Commissaire divisionnaire

Le SRIJPP vu par son actuel chef / Durée : 50 minutes et 14 secondes

Film 2 - Richard MARLET, Commissaire divisionnaire honoraire

Réflexions de l'ancien chef du SRIJPP (entre 1995 et 2005) / Durée : 29 minutes et 32 secondes

Film 3 à film 6 - Isabelle CAZZATO, Commandant fonctionnel de police (chef de la dactyloscopie et de la plateforme FAED au SRIJPP)

Film 3 - *La signalisation par l'Identité judiciaire au Dépôt* / Durée : 23 minutes et 40 secondes

Film 4 - *La partie phonétique du fichier « parisien »* / Durée : 27 minutes et 03 secondes

Film 5 – *La partie dactyloscopique du « parisien »* /Durée : 34 minutes et 17 secondes

Film 6 – *Le Fichier Automatisé des Empreintes Digitales*/Durée : 23 minutes et 47 secondes

Film 7 – Gilles REIX, Brigadier major

Traces et scènes de crime/ Durée 33 minutes et 41 secondes

Film 8 – Pierre Piazza, Maître de conférences en science politique,

Logiques et enjeux du Bertillonage/Durée 20 minutes et 52 secondes

Film 9 – Jean-Lucien Sanchez, historien

Bertillonage, relégation des récidivistes et bagnes coloniaux/ Durée 32 minutes et 19 secondes

La mise en ligne de ces films dans la collection « Police scientifique et Bertillonage » s'est achevée en novembre 2017. La thématique de la police scientifique constitue désormais l'un des points forts du site Musée. Avec une exposition dédiée, une collection de documents constamment enrichie et,

désormais, des entretiens chapitrés, nous sommes en capacité d'organiser une visite « Chez les Experts » pour le premier semestre 2018 qui s'articulera autour de quatre parcours dont la dénomination reste à discuter. Les libellés suivants sont donnés à titre indicatif :

- 1 - **Aux origines** (faire parler les corps en douceur/Essor du Bertillonnage/premiers pas de la dactyloscopie)
- 2 - **Fichage** (fichiers parisien de l'identité judiciaire/fichiers dactyloscopiques d'ailleurs/Généralisation du fichage et de l'encartement)
- 3 – **Expertises** (indices et traces/instruments/laboratoires de police technique)
- 4 – **Scènes de crimes** (Affaires évoquées dans les Archives d'anthropologie criminelle/photographie et cartographie/affaires en images).

6. Transportation, relégation et déportation



Les notices de la transportation, de la relégation et de la déportation constituent un ensemble de documents absolument incontournables pour conduire une recherche sur les bagnes coloniaux de Guyane et de Nouvelle-Calédonie. À ce jour, seules les ANOM disposent de la collection complète (1852-1912). Les volumes disponibles à la BNF sont pour la plupart hors d'usage et nécessitent pour les consulter le dépôt d'une demande de consultation exceptionnelle. Ainsi, l'accès à cette source était particulièrement difficile pour les chercheurs (en particulier étrangers) ou les étudiants.

Mené en partenariat avec les ANOM, le projet consistait à ouvrir une nouvelle collection numérique de « Notices relatives à la déportation, à la transportation et à la relégation outre-mer » afin de mettre à disposition en libre accès cet ensemble documentaire indispensable à la connaissance de l'histoire des bagnes d'outre-mer. Cette collection est constituée de l'ensemble suivant :

- Notices de la transportation (1852-1912), 21 volumes (8500 p),
- Notices de la relégation (1887-1905), 7 volumes, (2650 p)
- Notices de la déportation (1872-1874), Nouvelle-Calédonie, 2 volumes, (600 p.)

Le projet a fait l'objet d'une convention de partenariat avec les ANOM. Le financement de la reproduction des ouvrages a été partagé. La numérisation ainsi que le post-traitement (assemblage PDF/OCR et traitement spécifique des plans et cartes hors format) ont été réalisés ce qui a permis de mettre l'ensemble de ces documents en libre accès en septembre 2017. Quelques volumes complémentaires ont été numérisés par la BnF afin d'offrir à la consultation la série la plus complète possible.

II – Valorisation de projets

1. Séminaires

- **Séminaire du CLAMOR**, *Les expositions de Criminocorpus*, 8 juin 2017, FMSH, Forum numérique.

Séance animée par Marc Renneville (CLAMOR), autour de :

Jean-Lucien Sanchez (CLAMOR) : *Le dispositif d'exposition -virtuelle du Musée d'histoire de la justice.*

Sophie Victorien (CLAMOR) : *La mémoire des murs. Une exposition contributive.*

Patricia Bass (Duke University) : *Les portraits «carte de visites» dans les procédures judiciaires.*

Pierre Piazza (Université de Cergy-Pontoise) : *A. Bertillon - Exposition et visite chez les experts de la police scientifique.*

- **Séminaire** *Pour une Histoire publique de la Justice. Archives, patrimoine et humanités numériques*

Responsables : Hélène Bellanger et Marc Renneville, en partenariat avec les Archives Nationales, (département Justice-Police), Centre des monuments nationaux (CMN), CLAMOR (Criminocorpus), Sciences Po (groupe de recherche Corpus Justice, OpenLab Campus Justice).

L'histoire de la Justice fut pendant longtemps cantonnée au champ académique et caractérisée par une historiographie morcelée selon une périodisation contraignante et des frontières institutionnelles contemporaines (police, gendarmerie, magistrature, droit, prison, bagnes, représentations et fictions). Aujourd'hui, à un moment où la question de l'État de droit se pose avec une nouvelle acuité, où la médiatisation des affaires judiciaires et la radicalisation des politiques de sécurité intensifient les débats publics, la diffusion, en libre accès de sources et de savoirs issus de la recherche sur le droit et la Justice constitue un enjeu majeur.

Ce séminaire vise à ouvrir une réflexion collective au croisement des humanités numériques et de l'histoire de la Justice. Il répond à un besoin de partage d'expériences en matière de constitution de corpus, de recherche, de valorisation du patrimoine et d'édition numérique. Notre objectif est de favoriser les échanges entre les différentes disciplines de la recherche appliquée à l'histoire de la justice, mais aussi entre les différents métiers (des archives, des musées, de la documentation, de l'enseignement, du numérique, de la médiation...) qui concourent à la diffusion dans l'espace public des sources et des savoirs sur le droit et la justice.

Les interactions nouvelles entre les historiens et les pratiques judiciaires, les questions posées par les politiques du passé et les revendications mémorielles invitent à cette démarche de concertation collective. Notre intention est de contribuer ainsi à faire de la justice le sujet d'une histoire parmi d'autres histoires, dont la narration collective serait le produit de réseaux, d'interactions et d'échanges exigeant des coopérations pluridisciplinaires et des projets participatifs.

2. Première édition des Journées du CLAMOR « Humanités numériques et histoire de la justice » (19 octobre 2017, Paris, Forum numérique de la FMSH)

Pour cette première édition, nous avons privilégié un état des lieux des principaux projets menés par l'UMS.

Les intervenants ont notamment abordés la question de l'articulation d'une recherche à une valorisation numérique, la mutualisation de la construction d'instrument de recherche, la structuration des corpus en ligne, l'expérience d'un projet pédagogique numérique, la recherche participative, la connaissance des publics et des usages des ressources numériques.

Programme

Matinée - Présidence Françoise Thibault, Vice-présidence de l'Alliance ATHENA

10.00 – 10.10 : Ouverture de la journée par Marc Renneville, Directeur du CLAMOR

10.10 – 10.30 : Introduction de la journée par Françoise Thibault

10.30 – 11.00 : Marie Houllémare, Maître de conférences, Université d'Amiens

Un projet d'exposition, Les lieux de justice dans les colonies françaises au XVIIIème siècle

11.00 – 11.15 : pause

11.15 – 11.50 : Pierre Piazza, maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise et Hervé Colombani, réalisateur *Chez les « experts » : sauvegarde d'une mémoire policière*

11.50 – 12.30 : Discussions

Après-midi - Présidence Marion Veysière, Conservateur en chef du patrimoine, responsable du département de la Justice et de l'Intérieur, Archives nationales

14.30 – 15.00 : Hélène Bellanger, Enseignante et chercheuse au centre d'Histoire de Sciences Po

Au tribunal. Corpus et pédagogie numérique

15.00 – 15.50 : Table ronde animée par Martine Kaluszynski, Directrice de recherche, CNRS

Hugo - Patrimoine des lieux de justice, avec Caroline Soppelsa, Ingénieur CNRS ; Hélène Duffuler, Université d'Artois ; Marc Renneville, directeur de recherche, CNRS ; Sophie Victorien, Ingénieur de recherche, CNRS

15.50 – 16.15 : Emmanuelle Papinot, doctorante Université de Toulouse

Qui sont les visiteurs de criminocorpus.org ? Un apport de l'ergonomie cognitive

16.15-17.00 : Discussions

3. Autres manifestations

En 2017, nous avons également été invités à présenter nos activités dans différents cadres :

- **États généraux de la justice** qui se sont tenus du 30 janvier au 2 février 2017. Participation à la table ronde « Le renouvellement des outils de recherche » et présentation de posters.

Plus d'infos : <http://www.gip-recherche-justice.fr/2016/12/12/les-etats-generaux-de-la-recherche-sur-le-droit-et-la-justice/>

- Journée d'étude « **Saisir les lieux d'enfermement et les systèmes répressifs par le patrimoine** » organisée à l'Université de Rennes 2 par Gwenola Ricordeau, maître de conférences à l'Université de Lille I et Fanny Bugnon, maître de conférences à l'Université de Rennes 2, le 25 avril 2017.

Participation à la table ronde « Histoire et mémoire des lieux d'enfermement : Quelles dynamiques et quelles méthodes pour la recherche ? » : « Le Musée d'histoire de la justice de Criminocorpus. »

- Le CLAMOR a été partenaire du colloque international **Rock et Violence en Europe (1955-1990)** (université de Rouen, 1er, 2 et 3 juin 2017)

Ce colloque s'inscrit dans une problématique émergente associant historiens, spécialistes des mouvements de jeunesse, musicologues, sociologues et professionnels du spectacle vivant. Cette manifestation est la première d'une série de deux colloques, dont le deuxième volet aura lieu en 2019 au département d'Histoire de l'Université d'État de Californie, Long Beach (États-Unis). Le premier volet à Rouen (1er au 3 juin 2017) concentre sa problématique sur l'Europe tandis que le second volet, à partir du même thème, s'attachera à la situation des Amériques. Il s'agit à travers ces deux manifestations de comprendre la place du rock dans la culture contemporaine et d'en préciser la portée et l'impact dans nos sociétés. Il s'agira également à partir d'un thème percutant d'envisager la part de légendaire qui entoure le mythe de la musique rock. L'association entre rock et violence, dans ce qu'elle possède de fantasmée et d'artificiellement construite, est cependant une donnée qui a traversé l'histoire de cette musique dans la deuxième partie du XXe siècle et que, d'une certaine manière, les événements dramatiques du Bataclan ont souligné de manière extrêmement tragique.

Plus d'infos : <https://criminocorpus.hypotheses.org/26903>

- **Journées du patrimoine** (16 septembre 2017) : animation d'un atelier au centre des expositions du Musée national de l'éducation (Rouen) autour du projet HUGO. Les visiteurs étaient invités à apporter des photographies, des archives et des informations sur des lieux de jugement et d'exécution des peines en Normandie (palais de justice, tribunaux, centres de détention...). Ce rendez-vous a été l'occasion de présenter l'outil, d'échanger avec les participants qui pouvaient repartir avec une copie numérique des documents apportés.

Plus d'infos : <http://www.rouentourisme.com/wp-content/uploads/2017/09/Programme-Journee-patrimoine-rouen.pdf>

- **Paris Polar**, 16-19 novembre 2017, Festival de littératures policières de Paris, « Femmes face au crime ». Organisation d'une table ronde: *Violette Nozière : l'ange noir de l'entre-deux-guerres*, avec Anne-Emmanuelle Demartini, auteure de *V. Nozière. La fleur du mal*, Hélène Duffuler-Vialle, auteure de *La prostitution urbaine en France dans l'Entre-deux-guerres*, et Marc Renneville de Criminocorpus. Présentation des activités du CLAMOR sur un stand dédié « Criminocorpus ».

Plus d'infos : <http://www.parispolar.fr/>

- **38^{ème} congrès de l'AFC** « Où en est la France avec la criminologie ? », (30 nov-1^{er} décembre 2017), Nanterre. Criminocorpus a été partenaire pour l'organisation, et la co-animation de la première matinée consacrée à « La criminologie dans l'histoire récente : regards pluriels ».

Plus d'infos : <https://www.afc-asso.fr/>

- Journée d'étude « **Les sociétés savantes à l'ère du numérique** » organisé par le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS) à l'École nationale des Chartes le 02 décembre 2017 : « Recherche collaborative, médiation culturelle... Un soutien numérique au service des sociétés savantes (l'exemple du Centre pour les humanités numériques et l'histoire de la justice) ».

4. Convention et partenariats

Dans le cadre de son activité, et notamment pour toutes les mises à disposition de données dans le musée, le CLAMOR a établi (ou initié) des conventions de partenariat avec différentes institutions, parmi lesquelles :

- Archives nationales de France, pour le portage d'expositions et la mise en ligne de collections,
- Différentes centres d'Archives départementales, pour le portage d'expositions ou la mise à disposition de documents (Archives départementales de l'Ain, du Puy-de-Dôme....)
- Association Française pour l'Histoire de la Justice (AFHJ), pour la mise en ligne d'entretiens vidéo
- Association pour l'histoire de la protection des mineurs (AHPJM) pour la mise en ligne d'entretiens vidéo et documents
- Archives départementales 76, pour le portage de deux expositions,
- École Nationale de l'administration pénitentiaire, pour le portage de collections,
- Sciences Po Paris, la Cour d'appel de Paris, le barreau de Paris et le Centre des Monuments Nationaux, pour le projet « Au tribunal »,
- Bibliothèque des littératures policières (BiLiPo), pour le portage des expositions,
- l'Université de Rouen, pour le projet GRR Patrimoine Carcéral Normand,
- le SRIJPP, pour la collection Police scientifique et la visite du service de l'identité judiciaire.
- différents musées (Musée de Rochefort, de Guingamp, Confluences) pour le portage de leurs expositions en ligne

5. Fréquentation de la plateforme

Il est possible de mesurer l'audience portée à l'activité du CLAMOR et de Criminocorpus à travers plusieurs indicateurs :

- *La fréquentation du site Musée* : 34 580 visites mensuelles ;
- *La fréquentation de la revue*, revue la plus consultée dans sa thématique sur openedition.org : 21511 visites mensuelles ;
- *La fréquentation du blog*, s'est très largement élargie en 2017 et atteint plus de 45 000 visites par mois, ce qui place le carnet à la date de l'écriture de ce rapport parmi les plus visités de la plateforme Hypothèses.org ;
- Les *réseaux sociaux* : fin 2017, Criminocorpus rassemble 3400 abonnés sur son compte facebook et 2122 abonnés sur son compte twitter.
- Les abonnés de la *lettre d'information* : depuis sa création le CLAMOR publie une lettre d'information mensuelle diffusée à 2500 abonnés.

III – Prospective pour 2018

Voici une liste provisoire des dossiers à suivre et des actions susceptibles d'être engagées en 2018 :

A - Actions à suivre

A1 - Enrichissement de la base de données HUGO, en lien avec les Archives nationales qui devraient contribuer significativement au signalement de nouveaux établissements, en travaillant notamment sur les archives de la direction des services judiciaires. Ce sera notre priorité en raison de la date de fin de recherche, le rapport final au GIP étant attendu pour le 10 octobre 2018 (multi-partenariat).

A2 - Conception d'une visite « Chez les experts », équivalente à ce qui a été réalisé pour la visite « En prison ». Cette visite permettra d'organiser les contenus publiés en 2017 (entretiens filmés, documents, articles dans la revue) en proposant des parcours thématiques qui permettront d'appréhender les grandes questions relatives à la police scientifique (partenariat Service de l'Identité Judiciaire de la Préfecture de Police de Paris).

A3 - Publication d'un corpus de photographies d'affaires criminelles des années 30 extraites du journal « Le Petit Parisien » (partenariat ENAP).

A4 - Portage en ligne de l'exposition « Prémées coupables. 14^e-20^e siècle » (sur les femmes en justice), organisée par les Archives nationales en 2017 (partenariat Archives nationales).

A5 - Mise en ligne d'un corpus d'archives du XVIII^e portant sur la police et la justice à Paris sous l'Ancien régime (partenariat UQAM à Montréal).

A6 - Poursuite de la mise en ligne des entretiens de témoignages de magistrats réalisés par l'Association française pour l'histoire de la justice (partenariat AFHJ).

A7 - Poursuite du projet pédagogique expérimental « Au tribunal » (partenariat Sciences Po, Cour d'appel de Paris, Centre des monuments nationaux).

A8 - Publication des journées d'étude « L'administration pénitentiaire : 1945-1975-2015 » (partenariat Direction Administration Pénitentiaire).

A9 - Publication du colloque international « Rock et violence en Europe. 1950-1980 » (partenariat Université de Rouen et multi-partenariat).

A10 - Publication d'une journée d'étude sur l'histoire du suicide (partenariat Université de Lausanne).

A11 - Publication de la journée d'étude « Mauvaises filles » (partenariat Protection Judiciaire de la Jeunesse).

A12 - Dossier thématique dans la revue *Criminocorpus* « L'enfance en justice, de l'Antiquité à nos jours » (Pierre Prétou-Sophie Victorien). Appel à contributions : <http://calenda.org/427521>

A13 - Mise en ligne des vidéos de captation du colloque EN-PJJ (1993) « Bourges. Du Bon Pasteur à l'IPES » (partenariat Association pour l'Histoire de la protection judiciaire des mineurs).

A14 - Commande d'un rapport d'ergonomie cognitive sur le site musée Criminocorpus (enquête heuristique sur l'interface et connaissance des publics).

A15 - Création d'un entrepôt OAI-PmH pour un moissonnage sélectif de nos collections dans Gallica (partenariat BnF).

A16 - Conférence chantée de Jean-François Heintzen sur les plaintes criminelles (en partenariat avec la Bilipo).

A17 - Journée d'étude "Les plaintes criminelles en France après 1870 : inventaire, valorisation, problématisation d'un corpus méconnu" sous la direction de Jean-François Heintzen (second semestre 2018).

A18 - 2^{ème} journée d'étude sur les Humanités numériques et l'histoire de la justice.

A19 – La grâce des Rois de France à la fin du Moyen-Âge (Pierre Prétou)

B - Projets susceptibles d'être engagés en 2018

B1 - Exposition « Le musée d'anthropologie criminelle de Cesare Lombroso à Turin » (partenariat Université de Turin).

B2 - Exposition « Tu entreras dans le siècle en lisant Fantômas » (Dominique Kalifa, Bilipo).

B3 - Exposition « Prisonniers du passé » (Musée municipal Yves Machelon, Gannat).

B4 - Exposition "Le Presidio de Ushuaïa" (Museo Maritima y del Presidio de Ushuaïa, Chili)

B5 - Exposition « Je suis l'autre de qui ? » (Centre Enfants en justice XIXe-XXe siècles, École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse).

B6 - Exposition « Venenum, un monde empoisonné » (Musée des Confluences de Lyon).

B7 - Mise en ligne des vidéos de captation du colloque d'hommage à Dominique Monjardet sur l'institution policière (2006) (Partenariat CESDIP).

B8 - Les lieux d'enfermements ultramarins au 18^e siècle (Marie Houlemare, Université d'Amiens).

B9 - Justice et pénalité sous l'influence du terrorisme contemporain (Antoine Mégie, Université de Rouen).

B10 - Mise en ligne du *Réveil pénitentiaire* (1907 à 1986 sauf 39-45) (Partenariat BnF et DAP).

B11 - Publication des actes de la journée d'études « Détective, fabrique de crime » (Partenariats Université de Montpellier, Bilipo, Université de Nîmes).

B12 - Réalisation d'une visite virtuelle de la maison centrale de Clairvaux (Partenariat DAP).

IV - ANNEXE - Liste des publications 2017

Le CLAMOR développe ses missions de service numérique en réalisant la mise en ligne de documents, d'articles et de productions originales relatives à l'histoire de la justice. Ces productions font l'objet d'une prise en charge adaptée à la nature des projets suivis.

Le Musée propose des réalisations dont la forme vise explicitement à être attractive pour un public large (expositions, visites, etc.). Il héberge également des collections (documents originaux, manuscrits, photographies, etc.) dans sa bibliothèque ainsi que des outils et repères qui constituent des instruments de référence pour la recherche (chronologie, corpus juridiques, statistiques...).

La revue accueille des articles, des comptes rendus, des dossiers thématiques et des actes de journées d'étude ou de colloque. Elle est francophone et plurilingue et pratique la publication à flux continu dans le cadre de thématiques ouvertes à de nouvelles contributions.

Le blog, permet de diffuser en temps réel une grande variété d'informations sur l'histoire de la justice, des crimes et des peines dans le domaine de la recherche, de l'édition et des manifestations culturelles. Sur les 11 premiers mois de l'année 2017, plus de 2450 billets ont été publiés.

Nous donnons ci-après la liste indicative des principales publications réalisées pour l'année 2017 pour la revue et le musée.

1. REVUE

1.1. Dossiers

- **Histoire des avocats**

Maria Macchi, « Tra ambizione e carriera. La professione di *advocatus* nello Stato della Chiesa tra XVI e XVIII secolo », *Criminocorpus* [En ligne], Histoire des avocats, Articles, mis en ligne le 25 janvier 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3419>

Sylvain Wagnon, « Entre libéralisme et progressisme : l'influence d'Adolphe Prins (1845-1919) dans la théorisation de la défense sociale et la construction de la protection de l'enfance en Belgique », *Criminocorpus* [En ligne], Histoire des avocats, Articles, mis en ligne le 06 janvier 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3410>

- **Identification, contrôle et surveillance des personnes**

Pierre Piazza, « The Identity Registration System, Identification Number and National ID Card During the Vichy Regime (France, 1940-1944) », *Criminocorpus* [En ligne], Identification, contrôle et surveillance des personnes, Articles, mis en ligne le 15 novembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3659>

Pierre Piazza, « Système d'enregistrement d'identité, numéro d'identification et "carte d'identité de Français" durant le Régime de Vichy (France, 1940-1944) », *Criminocorpus* [En ligne], Identification, contrôle et surveillance des personnes, Articles, mis en ligne le 14 novembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3649>

Jean-Lucien Sanchez, « Accommodements, contournements et preuves identitaires : réflexions sur quelques stratégies individuelles déployées devant la commission de classement des récidivistes pour échapper au bague (fin XIXe-début XXe siècle) », *Criminocorpus* [En ligne], Identification, contrôle et surveillance des personnes, Articles, mis en ligne le 13 novembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3645>

Laurent López, « Le lieutenant Camille Pierre, un passeur des innovations criminalistiques policières dans les pratiques judiciaires des gendarmes à la Belle Époque », *Criminocorpus* [En ligne], Identification, contrôle et surveillance des personnes, Articles, mis en ligne le 10 novembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3632>

Amos Frappa, « Les techniques d'identification inédites mobilisées par Edmond Locard : le graphoscope, le hastoscope et le synchriscope », *Criminocorpus* [En ligne], Identification, contrôle et surveillance des personnes, Articles, mis en ligne le 08 novembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3602>

Emmanuel Filhol, « Une mise en cause du contrôle des « nomades » (Tsiganes) relatif à la loi du 16 juillet 1912 : résistances et détournements », *Criminocorpus* [En ligne], Identification, contrôle et surveillance des personnes, Articles, mis en ligne le 06 novembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3584>

- **Les bagnes coloniaux**

Jean-Lucien Sanchez, « La discipline au bagne colonial », *Criminocorpus* [En ligne], Les bagnes coloniaux, Articles, mis en ligne le 01 septembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3570>

- **Les sources de la recherche**

Michel Nassiet, « Lettres de pardon du roi de France (1487-1789) », *Criminocorpus* [En ligne], Les sources de la recherche, Articles, mis en ligne le 06 septembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3572>

Jean-Marc Duhé et Denis Roland, « La pendule du forçat Dubois », *Criminocorpus* [En ligne], Les sources de la recherche, Articles, mis en ligne le 12 juin 2017.

URL : <http://journals.openedition.org/criminocorpus/3491>

Johan Picot, « Abus de pouvoir et malversations à Ambert au milieu du XVI^e siècle », *Criminocorpus* [En ligne], Les sources de la recherche, mis en ligne le 01 décembre 2017.

URL : <http://journals.openedition.org/criminocorpus/3666>

- **Varia**

Sophie Abdela, « Les fournisseurs des prisons de Paris (1700-1789) : De partenaires économiques à réformateurs ? », *Criminocorpus* [En ligne], *Varia*, mis en ligne le 19 décembre 2017.

URL : <http://journals.openedition.org/criminocorpus/3671>

1.2. Actes de colloques

- **Prison et méthodes de recherche**

Journée d'étude organisée par Claire de Galembert (ISP), Anaïs Henneguelle (IDHES) et Caroline Touraut (DAP - Chercheuse associée à l'ISP).

Claire de Galembert, Anaïs Henneguella et Caroline Touraut, « Prison et méthode de recherche : présentation », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Présentation de la journée d'étude, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3501>

Jean-Lucien Sanchez, « Le traitement par l'historien du bague colonial de Guyane : méthodologie historique et usage numérique via la plateforme Criminocorpus », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Communications, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3506>

Anaïs Henneguella, « La fabrique des statistiques pénitentiaires », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Communications, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3515>

Léonore Le Caisne, « De la confusion de l'ethnologue à la confusion des détenus », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Communications, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3527>

David Scheer, « Objets, espaces et corps du chercheur », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Communications, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/353>

Chloé Branders, « Théâtre et enfermement : la création collective comme modalité de l'expérience d'enquête en prison », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Communications, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3541>

Corinne Rostaing, « Quelques ficelles de sociologie carcérale », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Communications, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3552>

Corentin Durand, « Engagements (et) publics. Éléments pour une sociologie publique de la prison », *Criminocorpus* [En ligne], Prison et méthodes de recherche, Communications, mis en ligne le 30 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3558>

- **Sujets déviants, sujets pervers. Pathologie mentale, sexualité et expérience de l'autre**

Cette journée d'études a été organisée dans le cadre de l'EHESS, avec la collaboration de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme et le programme de bourses Fernand Braudel *Ifer incoming*, ainsi que du Centre Alexandre Koyré.

Débutée fin 2016, la publication de ces actes s'est achevée en 2017 par la publication des articles suivants :

Guillermo de Eugenio Pérez, « Le parcours du masochiste : de la Perversion à la Transgression », *Criminocorpus* [En ligne], Sujets déviants, sujets pervers. Pathologie mentale, sexualité et expérience de l'autre, Communications, mis en ligne le 16 février 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3430>

Mari Paz Rodríguez Diéguez, « La psychanalyse, est-elle homophobe ? », *Criminocorpus* [En ligne], Sujets déviants, sujets pervers. Pathologie mentale, sexualité et expérience de l'autre, Communications, mis en ligne le 16 février 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3439>

Agnès Giard, « La fille en boîte : naissance d'une perversion au Japon », *Criminocorpus* [En ligne], Sujets déviants, sujets pervers. Pathologie mentale, sexualité et expérience de l'autre, Communications.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3454>

Lola González Quijano, « Performer un mauvais genre : la demi-mondaine au XIXe siècle », *Criminocorpus* [En ligne], Sujets déviants, sujets pervers. Pathologie mentale, sexualité et expérience de l'autre, Communications, mis en ligne le 03 avril 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3465>

Eva Yampolsky, « La perversion du suicide, entre la pathologie et la morale », *Criminocorpus* [En ligne], Sujets déviants, sujets pervers. Pathologie mentale, sexualité et expérience de l'autre, Communications, mis en ligne le 15 mai 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3481>

1.3. Comptes rendus

Jean-Lucien Sanchez, « Paul ROUSSENO, *Vingt-cinq ans de bagne*, sous la direction de Franck Sénateur », *Criminocorpus* [En ligne], 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017.

URL : <http://journals.openedition.org/criminocorpus/3668>

Jean-François "Maxou" Heintzen, « Émile Chautard, Goualantes de la Vilette et d'ailleurs », *Criminocorpus* [En ligne], 2017, mis en ligne le 29 novembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3663>

Pénélope Dechaufour, « Ferdinand von Schirach, Terreur », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 20 novembre 2017

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3660>

Laurent López, « Anne-Claude Ambroise-Rendu, Frédéric Chauvaud (dir.), Machination, intrigue et résolution. Une histoire plurielle de la préméditation », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 20 octobre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3581>

Simon Catros, « Jean-Noël Luc (dir.), Histoire des gendarmes, de la maréchaussée à nos jours », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 29 septembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3578>

Marie Houlemare, « Antoine Follain (dir.), Brutes ou braves gens ? La violence et sa mesure (XVIe-XVIIIe siècle) », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 21 septembre 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3576>

Jean-Lucien Sanchez, « Michel Pierre, Le temps des bagnes 1748-1953 », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 28 juin 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3494>

Marc Renneville, « Archéologie de la réclusion et de la détention », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 29 mai 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3487>

Jean-Lucien Sanchez, « Pierre Piazza, Un œil sur le crime. Naissance de la police scientifique. Alphonse Bertillon de A à Z », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 09 mai 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3479>

Alessandro Tuccillo, « Michel Porret et Élisabeth Salvi (dir.), Cesare Beccaria. La controverse pénale. XVIIIe-XXIe siècle, préface de Robert Roth, postface de Vincent Milliot », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 02 mai 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3476>

Marc Renneville, « Amélie Chabrier et Marie-Ève Thérénty, Détective. Fabrique de crimes ? », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 25 avril 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3474>

Jean-Lucien Sanchez, « Michel Fize, Une prison dans la ville. Histoire de la “prison modèle” de la Santé (1867-2014), préface de Robert Badinter », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 22 mars 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3452>

Christian Chevandier, « Arnaud-Dominique Houte et Jean-Noël Luc, (dir.), Les gendarmeries dans le monde de la Révolution française à nos jours », Criminocorpus [En ligne], 2017, mis en ligne le 06 février 2017.

URL : <http://criminocorpus.revues.org/3427>

2. MUSÉE

2.1. Visites multimédias

Les visites ouvrent des lieux habituellement fermés, réservés ou disparus. Elles donnent accès au fil du thème choisi (Au tribunal ou en prison) à des entretiens filmés, des témoignages de pratiques professionnelles, des objets du quotidien et des documents rares.

Au tribunal. Voir plus haut dans le rapport. Une nouvelle convention est en cours avec les Archives nationales de France, la FNSP et le CLAMOR pour l'indexation et la mise en ligne des transcriptions dactylographiées des audiences du procès de Paul Touvier.

2.2. Expositions

Du gibet au palais. Les lieux de justice dans l'Ain.

Les lieux où se rend la justice évoluent du Moyen Age à nos jours : châteaux seigneuriaux, places publiques, halles, gibets, tribunaux épiscopaux, auditories puis palais de justice. Quelle image nous donnent-ils de la justice et des juges ?

Exposition proposée par les Archives départementales de l'Ain.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/suspects-accuses-coupables/du-gibet-au-palais-les-lieux-de-justice-dans-lain/>

Crime et châtements en Normandie, 1498-1939

D'un procès-verbal de torture du XVI^e siècle à un relevé d'empreintes des années 1920, de pièces à conviction aux photographies de scènes de crime..., l'exposition montre la recherche progressive d'une procédure juste et équitable dans le traitement des suspects ou des condamnés tout comme l'évolution des méthodes d'investigation de la police, qui s'appuie sur la science.

Cette exposition est proposée par les Archives départementales de Seine-Maritime.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/suspects-accuses-coupables/crimes-et-chatiments-en-normandie-1498-1939/>

Les graffitis de la citadelle de Belle-Île-en-Mer

L'extraordinaire exposition « La mémoire des murs » consacrée aux graffitis d'espaces carcéraux s'enrichit d'un nouveau chapitre portant sur les graffitis de la citadelle de Belle-Île-en-Mer, fort du XI^{ème} siècle qui devint en 1848 un lieu de détention et de déportation.

Ce volet de l'exposition est proposé par Jean-Lucien Sanchez.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/art-et-justice/la-memoire-des-murs/les-graffitis-de-la-citadelle-de-belle-ile-en-mer/>

La maison centrale de Fontevraud

Fondée en 1101 par Robert d'Arbrissel, Abbaye Royale jusqu'à la Révolution française, puis Maison centrale jusqu'en 1963, Fontevraud a connu un destin hors du commun.

Clémentine Mathurin et Florian Stalder retracent l'histoire de cette abbaye devenue prison.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/prisons/la-maison-centrale-de-fontevraud/>

Le pénitencier d'Eastern State

À sa construction au XIX^{ème} siècle, cette prison fut la plus célèbre, la plus étudiée, la plus vaste mais aussi la plus coûteuse jamais construite au monde. Après 142 années de fonctionnement, ce pénitencier qui devint un modèle architectural et l'emblème du mouvement de réforme sociale qui anima le XIX^{ème} siècle, abrite désormais un musée.

Une exposition proposée par Sara Jane Elke, présidente et directrice générale du site historique du pénitencier.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/prisons/le-penitencier-de-eastern-state/>

Détective, fabrique de crimes ?

Créé en 1928 par Gallimard, l'hebdomadaire propose chaque jeudi en kiosque ses numéros sanglants pour des lecteurs venus chercher leur dose d'énigme et d'horreur.

Cette exposition proposée par Amélie Chabrier, Catherine Chauchard, Marie-Eve Thérenty reprend en partie l'exposition éponyme présentée à la BILIPO au printemps 2017.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/suspects-accuses-coupables/detective-fabrique-de-crimes/>

Le camp de la relégation de Saint-Jean-du-Maroni

Cette exposition s'est enrichie récemment de nouveaux clichés, photos et plans, saisis lors d'une campagne de photographies menée par Jean-Lucien Sanchez.

Cette exposition est proposée par Daniel Gimenez, Marc Renneville et Jean-Lucien Sanchez.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/bagnes/le-camp-de-la-relegation-de-saint-jean-du-maroni/>

La mémoire des murs. Les graffitis du camp de la transportation de St-Laurent du Maroni.

Ce nouveau chapitre de l'exposition se consacre aux nombreuses traces laissées par les forçats dans le camp guyanais. Définitivement fermé en 1946, ce monument dispose désormais d'un Centre de l'interprétation de l'architecture et du patrimoine inauguré en 2014. Isabelle Stetten, en charge de la conservation et de la restauration du lieu, nous dévoile ici ces magnifiques décors peints par les forçats et par un ancien surveillant Emile Demaret.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/art-et-justice/la-memoire-des-murs/les-graffitis-du-camp-de-la-transportation-de-saint-laurent-du-m/>

La mémoire des murs. Les graffitis de la maison d'arrêt de Guingamp

L'ancienne maison d'arrêt de Guingamp est une prison cellulaire construite suivant le modèle "pennsylvanien". Fermée en 1934, elle fait l'objet depuis décembre 2016 d'un projet de réhabilitation visant au maintien d'un espace dédié à la mémoire carcérale.

Cette exposition est proposée par Marc Renneville et Jean-Lucien Sanchez.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/art-et-justice/la-memoire-des-murs/les-graffitis-de-la-maison-darret-de-guingamp/>

La mémoire des murs. La maison d'arrêt de Saint-Michel à Toulouse.

Prison cellulaire de modèle pennsylvanien, construite entre 1862 et 1869, cette prison a été classée en partie, au titre des monuments historiques. Présentation des graffitis réalisés par des détenus ayant séjourné dans l'établissement.

Cette exposition est proposée par Jean-Lucien Sanchez.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/expositions/art-et-justice/la-memoire-des-murs/les-graffitis-de-la-maison-darret-saint-michel-de-toulouse/>

2.3. Collections

Meurtres à la Une. Figures du criminel dans la presse française de la fin du XIXème siècle

À partir du dernier tiers du XIXe siècle, avec l'essor de la presse à grand tirage et à petit prix, le fait divers devient en France un objet médiatique omniprésent, obsédant. Il investit la Une d'une multitude de journaux dont les gravures placent sous les yeux du plus grand nombre de nouvelles représentations du criminel, contribuant ainsi à en construire et matérialiser les contours par la valorisation d'images dramatiques, effroyables et morbides. Ces mises en scène visuelles particulièrement spectaculaires visent à séduire un large lectorat en suscitant la curiosité, la fascination, l'indignation ou encore l'effroi.

Collection proposée par Pierre Piazza.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/118/30/>

Raymond Méjat/Pierre-André Martineau

En 1939, deux reporters Raymond Méjat et Pierre-André Martineau se rendent dans plusieurs pénitenciers de Guyane pour y réaliser un reportage. Confiée à Criminocorpus par la fille de Raymond Méjat, cette nouvelle collection propose de nombreuses photographies, et divers documents remis par des bagnards.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/collection-raymond-mejatpierre-andre-martineau/>

Notices sur les bagnes coloniaux

Cette nouvelle collection met à disposition une série complète des notices sur la transportation, la relégation et la déportation à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, conservées aux Archives nationales d'outre-mer (ANOM) - et pour quelques volumes - à la Bibliothèque nationale de France (BNF). Cet ensemble documentaire constitue une source de tout premier plan pour qui s'intéresse à l'histoire des bagnes coloniaux.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/notices-bagnes-coloniaux/>

Justice et police avant 1789

Réalisée en partenariat avec les Archives nationales de France cette nouvelle collection, en cours de montage, met à disposition des documents relatifs à la connaissance de la justice et de la police sous l'Ancien Régime. Les premières publications disponibles portent sur la police et la justice parisienne au XVIIIe siècle. Cet ensemble de sources est bien documenté, et une large partie de ces facsimilés fait l'objet d'une transcription.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/justice-et-police-ancien-regime/>

Collection Philippe Zoummeroff.

La collection Philippe Zoummeroff s'enrichit progressivement de plus d'un millier de nouveaux documents que nous avons été autorisés à photographier avant leur mise aux enchères à Drouot en décembre 2016 : photos, cartes postales de prison, manuscrits, ouvrages historiques couvrant une large période du 16ème au 20ème siècle.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/philippe-zoummeroff/>

Collection Police scientifique et bertillonage. La collection s'est enrichie :

D'une part, de précieux documents provenant du fonds personnel de son coordinateur et du SRIJPP : publications à caractère scientifique, photographies, caricature, brochures, instructions, cours à l'usage des membres des forces de l'ordre... soit 708 pages de sources numérisées qui renvoient à la période fin du XIXème siècle jusqu'aux années 1940. D'autre part, Criminocorpus a mis en ligne dans cette collection un reportage comprenant 9 entretiens « Paroles d'experts de l'identité judiciaire. L'empreinte d'Alphonse Bertillon », réalisé par Pierre Piazza et Hervé Colombani. Tourné au Service régional de l'identité judiciaire de la police de Paris, ce reportage vise à sauvegarder la mémoire

professionnelle de ce service et à souligner combien A. Bertillon en a durablement marqué de son empreinte l'organisation et les modes de fonctionnement.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/police-scientifique-bertillonnage/>

Collection Varia

Crapouillot. Le crime et les perversions instinctives (mai 1938) ;

Les criminels peints par eux-mêmes (1912) ;

Dépôt de forçats de Saint-Martin-de Ré - État des lieux (1898).

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/varia/>

Collection AFHJ

Cette nouvelle collection est proposée par l'Association française pour l'histoire de la Justice (AFHJ). L'AFHJ contribue à la conservation et à la valorisation de la mémoire judiciaire du XXème siècle grâce à un important programme de collecte de témoignages oraux qu'elle a engagé auprès de personnalités issues de la magistrature et du monde de la justice.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/temoignages-de-justice/>

Palais de justice de Paris

Cette nouvelle collection, en lien avec la visite "Au tribunal" propose différentes sources documentaires (plans, photographies, dessins) sur le Palais de justice de Paris.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/palais-de-justice-de-paris/>

Enfance "irrégulière" (AHPJM)

Cette collection consacrée aux mineurs de justice est proposée par l'Association pour l'Histoire de la Protection Judiciaire des mineurs (AHPJM). Ces archives ne sont pas livrées brutes aux lecteurs mais sont toujours présentées, contextualisées et accompagnées de notices et de références bibliographiques.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/118/26/>

2.4. Repères

Hugo – Patrimoine des lieux de justice

Service en ligne librement accessible et dédié à la connaissance du patrimoine judiciaire. La base de données recense en novembre 2017 plus de 100 établissements répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et d'outre-mer. Projet financé par le GIP Justice.

URL : <https://hugo.criminocorpus.org/fr/>

Complaintes criminelles en France (1870-1940)

Portraits d'accusés et figures de criminels en musique, les plaintes criminelles ont pendant des décennies résonné dans les rues et les campagnes françaises. Rares et parfois complexes les sources ont fait l'objet d'un long et patient travail de recherche mené par Jean-François Heintzen qui nous a confié la mise à disposition en ligne et la valorisation de cette extraordinaire base de données.

URL : <https://complaintes.criminocorpus.org/>

Chronologie

La chronologie consacrée à la police scientifique et au bertillonnage (1832-1951) a été complétée et enrichie par Amos Frappa et Pierre Piazza.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/reperes/chronologies/police-scientifique-et-bertillonnage/>

Affaires criminelles :

L'affaire Dreyfus 1894-1906

Condamné à tort pour crime de haute trahison à la détention à perpétuité, victime de violentes campagnes antisémites dans l'armée, dans la presse nationaliste et même au sein du gouvernement, le Capitaine Dreyfus, déporté à l'Île du Diable, héros d'une Affaire devenue mythique qui divisa le pays en deux est devenu le symbole de l'innocence bafouée, mais aussi celui du courage, de l'honneur, de la force de caractère, de l'amour de la patrie.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/18371/>

Vere Saint-Leger Goold (1907)

Le 17 juillet 1908, Vere Goold quitte le dépôt de Saint-Martin de Ré pour embarquer sur « La Loire » à destination de la Guyane et de son bagne qui aura rapidement raison de lui puisqu'il y meurt le 19 avril 1909 à l'âge de 56 ans. L'homme venait, avec sa femme Marie Girodin, de défrayer la chronique judiciaire pour avoir tué à Monaco une riche héritière suédoise, Emma Levin, que l'on avait retrouvée en morceaux dans les bagages qui les suivaient en gare de Marseille.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/17605/>

L'affaire Landru (1921)

« Ce que veut Landru, ce n'est pas tant persuader le jury de son innocence que se persuader lui-même qu'il est le plus bel accusé des temps modernes... Il le fut. L'accueil qu'il fit à sa condamnation montra sa volonté de réussir au mieux la dernière scène du drame. Le châtiment suprême lui parut la peine à sa taille. Il la domina, comme un vaincu glorieux qui méprise son vainqueur. Sa crânerie devant le verdict prit des allures d'héroïsme criminel. Il rayonnait d'orgueil, transfiguré, triomphant. C'est un grand artiste ». (Le Temps, 23 novembre 1921).

URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/18021/>

L'affaire Stavisky

Le 8 janvier 1934, un certain Monsieur Alexandre, – poursuivi depuis quelque temps par la police dans le cadre d'une enquête du service des finances sur une (encore) obscure émission de faux bons

par le Crédit municipal de Bayonne –, est retrouvé en début d'après-midi « suicidé » d'une balle dans la tête et agonisant. Cette affaire, débutée par un simple contrôle fiscal en décembre 1933, va rapidement prendre une énorme ampleur.

Et l'on découvrira, que sont impliqués, à des titres divers, ministres en exercice, députés et sénateurs, représentants de la Justice, membres de la police, jusqu'à des directeurs de journaux...

URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/18385/>

La bande à Bonnot. De l'histoire au mythe

La bande d'anarchistes illégalistes connue sous le nom de « bande à Bonnot » (Garnier, Valet, Callemin, Soudy, Monier et quelques complices) a sévi moins d'un an, entre décembre 1911 et mai 1912. Ce n'est donc pas à la durée de son activité qu'elle doit sa postérité, mais bien plutôt à la fulgurance des actes commis et à leur dimension politique.

URL : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/18022/>



Illustration : Miles Hyman

Centre pour les humanités numériques
et l'histoire de la justice
CNRS - UMS 3726

54 bd Raspail
F - 75006 PARIS

clamor.criminocorpus.org

Musée : criminocorpus.org
Revue : journals.openedition.org/criminocorpus
Blog : criminocorpus.hypotheses.org

SUIVEZ-NOUS :

@Criminocorpus
facebook.com/criminocorpus
youtube.com/c/CriminocorpusOrg

